



Rapport d'enquête « cadre de vie et sécurité » 2016

Décembre 2016

Les menaces en dehors du ménage

Actes de menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences)

	2007	2009	2011	2013	2015
Nombre de victimes	1 849 000	1 715 000	1 611 000	1 774 000	1 694 000
Proportion de victimes dans la population (%)	3,7	3,4	3,2	3,4	3,3
Part de femmes parmi les victimes (%)	47	50	50	48	52
Part de victimes âgées de moins de 30 ans (%)	34	33	36	36	35
Part de victimes ayant subi plusieurs faits (%)	48	47	49	45	47

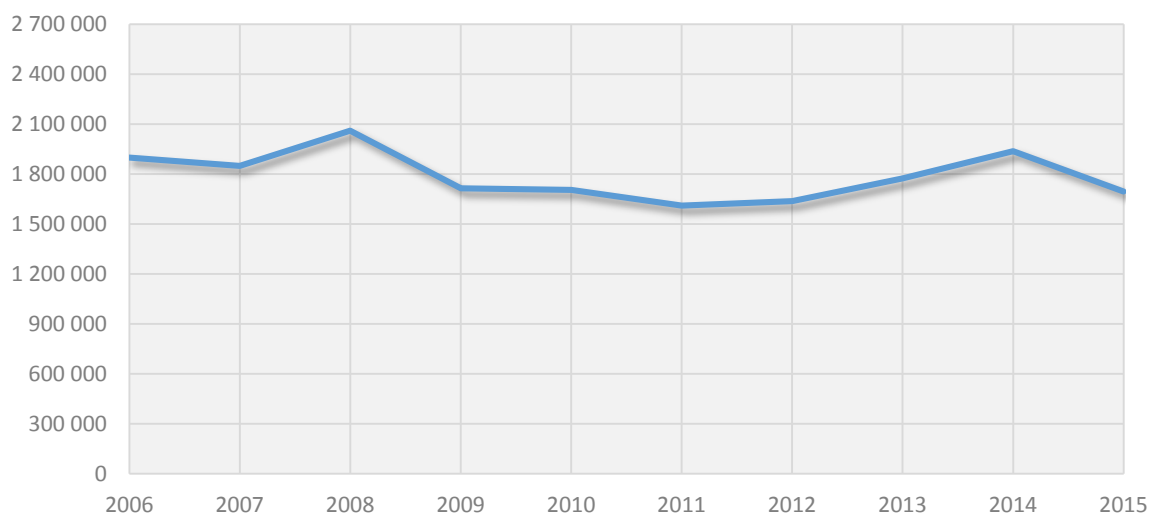
Champ : individus de 14 ans ou plus de France métropolitaine.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2008, 2010, 2012, 2014 et 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, parmi les personnes de 14 ans ou plus, 1 694 000 déclarent avoir subi des menaces (hors situations de vol ou de violences physiques) de la part de personnes ne vivant pas avec elle au moment de l'enquête (« en dehors du ménage »), soit 3,3 %. Parmi ces victimes, 52 % sont des femmes, 35 % sont âgées de moins de 30 ans et 47 % déclarent avoir subi plusieurs actes de menaces au cours de l'année.

En 2015, parmi les personnes âgées de 14 ans ou plus, 1 694 000 – soit 3,3 % – déclarent avoir été victimes de menaces hors situations de vol ou de violences et par une ou des personnes ne vivant pas avec elles au moment de l'enquête (« en dehors du ménage »). Parmi ces victimes, 52 % sont des femmes et 35 % sont âgées de moins de 30 ans. La multivictimisation est fréquente : chaque année, près d'une victime sur deux (47 % en 2015) déclare avoir subi plusieurs actes de menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences) dans l'année.

Évolution du nombre annuel de victimes de menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences)



Champ : individus de 14 ans ou plus de France métropolitaine.

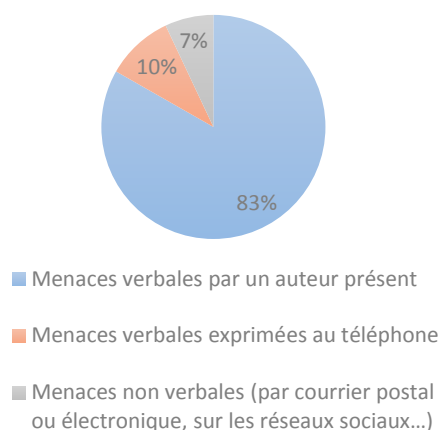
Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2007 à 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, 1,7 million de personnes de 14 ans ou plus déclarent avoir subi des menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences) contre 1,9 million en 2014.

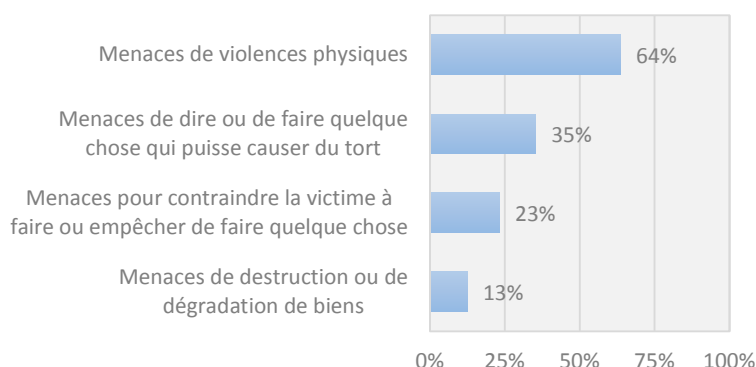
De 2006 à 2008, le nombre de victimes de menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences) était supérieur à 1,8 million avec un pic à 2,0 millions en 2008. Entre 2009 et 2012, il est plus bas entre 1,6 et 1,7 million. Entre 2012 et 2014, le nombre de victimes de menaces a augmenté pour atteindre un nouveau pic à 1,9 million. L'année 2015 marque une nouvelle baisse.

Description des faits

Nature et type des menaces



« De quel type de menaces avez-vous été l'objet ? »
Plusieurs réponses possibles



Champ : individus de 14 ans ou plus de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

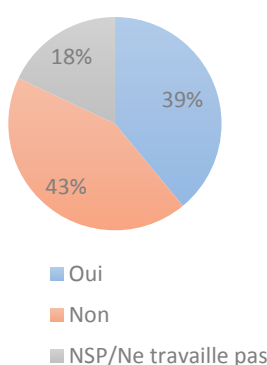
Source : enquête Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, 83 % des victimes de menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences physiques) ont déclaré que l'auteur des menaces était présent devant elles. Par ailleurs, 64 % des victimes rapportent avoir subi des menaces de violences physiques.

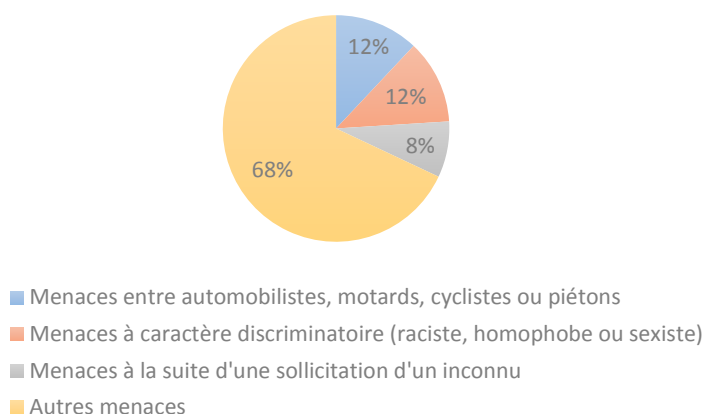
Dans la très grande majorité des cas, les victimes ont subi des menaces verbales par un ou plusieurs auteur(s) présent(s) devant elles (83 % en 2015). Les autres ont subi des menaces verbales exprimées au téléphone (10 % en 2015) ou bien des menaces non verbales, par courrier postal ou électronique ou sur les réseaux sociaux par exemple (7 % en 2015). L'enquête CVS distingue quatre types de menaces : les menaces de violences physiques (citées par 64 % des victimes en 2016), les menaces de dire ou faire quelque chose qui puisse causer du tort (35 %), des menaces pour contraindre la victime à faire ou empêcher de faire quelque chose (23 %), des menaces de destruction ou de dégradation de biens (13 %) ¹. En 2015, 7 % des victimes rapportent que l'(es) auteur(s) des menaces avait(en)t une arme ou un objet dangereux utilisé comme une arme.

Circonstances des faits

« Étiez-vous alors en train d'exercer votre métier ? »



« Pouvez-vous indiquer les circonstances dans lesquelles ces menaces ont été prononcées ? »



Champ : individus de 14 ans ou plus de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

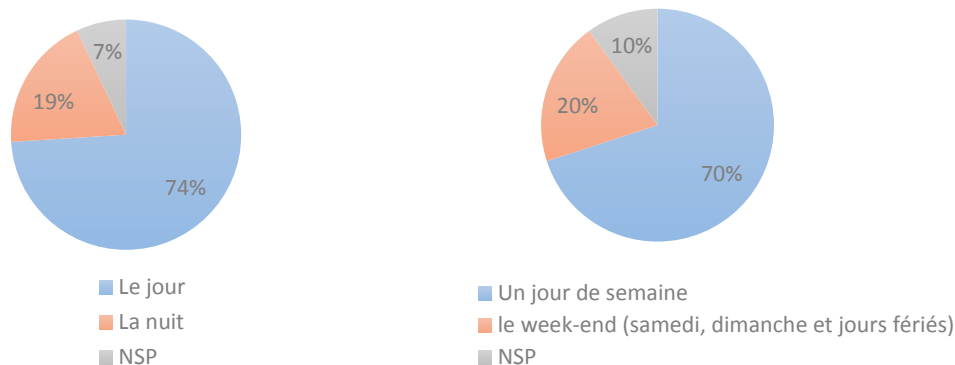
Source : enquête Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, 39 % des victimes de menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences physiques) ont déclaré avoir subi les faits dans l'exercice de leur métier. Par ailleurs, 64 % des victimes rapportent avoir subi des menaces de violences physiques.

¹ Les victimes peuvent subir plusieurs types de menaces au cours d'un même incident, c'est pourquoi le total des pourcentages est supérieur à 100 %.

Interrogées sur les circonstances des faits, 39 % des victimes en 2015 déclarent qu'elles ont subi des menaces dans l'exercice de leur métier. Par ailleurs, 12 % des victimes qualifient les faits de menaces « routières » (menaces entre automobilistes, motards, cyclistes ou piétons) et 12 % les qualifient de menaces à caractère discriminatoire (racistes, antisémites, xénophobes, homophobes ou sexistes).

Moment des faits



Champ : individus de 14 ans ou plus de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

Source : enquête Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

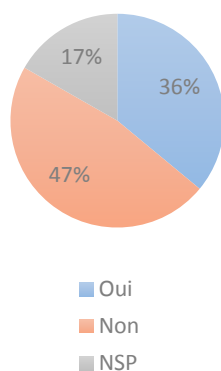
Lecture : en 2015, 74 % des victimes de menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences) déclarent que les faits se sont déroulés en pleine journée. Par ailleurs, 70 % déclarent qu'ils se sont déroulés un jour de semaine.

Comme pour les autres atteintes personnelles – les vols et les violences physiques – les victimes de menaces (en dehors du ménage et hors situation de vol ou de violences) sont questionnées sur le moment et sur le lieu des faits. Pour les victimes de menaces non verbales (par courrier, email ou sur les réseaux sociaux) ou exprimées au téléphone, il n'est pas toujours possible de préciser le moment et/ou le lieu ce qui explique les proportions élevées de victimes qui ne répondent pas à ces questions (« NSP » dans les graphiques).

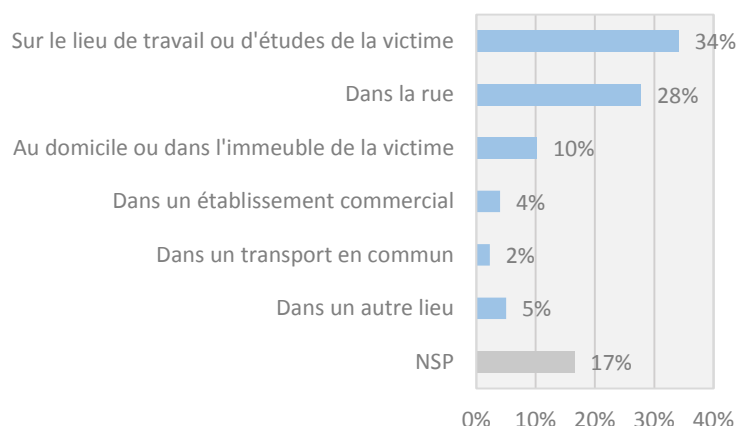
Majoritairement, les victimes de menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences physiques) déclarent que les faits ont eu lieu en pleine journée (74 % en 2015) et en semaine (70 % en 2015).

Lieu des faits

« Était-ce dans le quartier ou le village ? »



Lieu des faits



Champ : individus de 14 ans ou plus de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

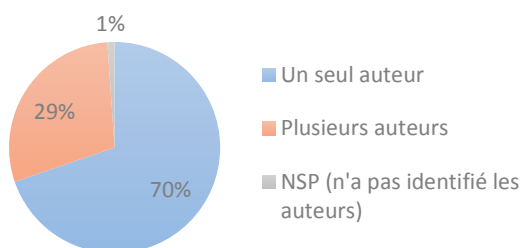
Source : enquête Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, 36 % des victimes de menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences physiques) déclarent que les faits se sont déroulés dans leur quartier ou village de résidence. Par ailleurs, 34 % des victimes déclarent que les faits se sont déroulés sur le lieu de travail ou d'études.

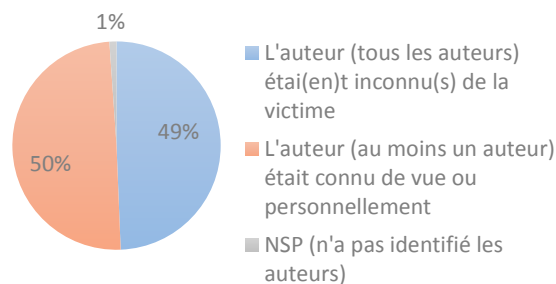
En 2015, 36 % des victimes de menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences) déclarent que les faits se sont déroulés dans le quartier ou le village de résidence, dont 10 % au domicile ou dans l'immeuble de la victime. Dans un cas sur trois, la victime a été menacée sur son lieu de travail ou d'études et près de trois fois sur dix les faits se sont déroulés dans la rue.

Information sur les auteurs

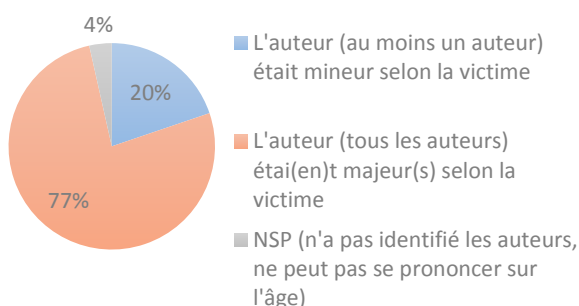
Nombre d'auteurs



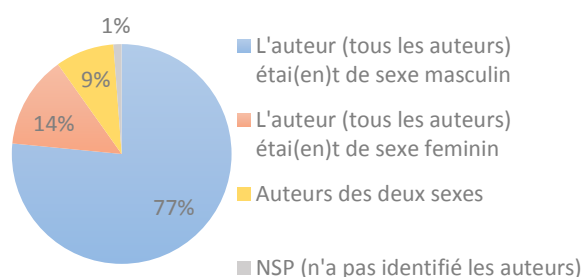
Lien victime / auteur(s)



Âge des auteurs selon la victime



Sexe des auteurs



Champ : individus de 14 ans ou plus de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

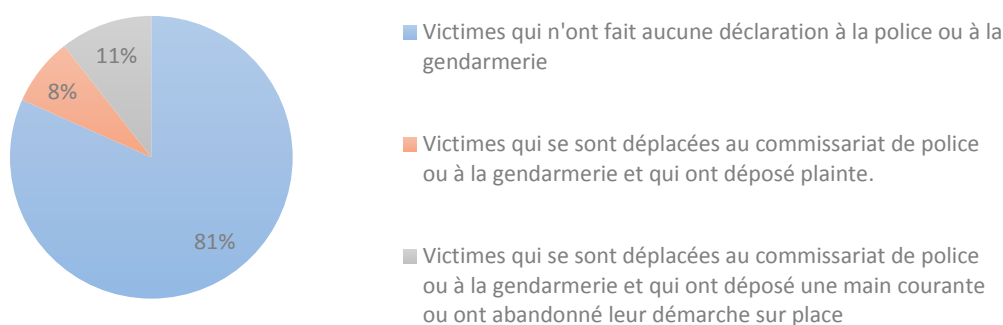
Source : enquête Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, 70 % des victimes de menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences physiques) déclarent qu'ils ont été agressés par une seule personne. Par ailleurs, 50 % des victimes déclarent qu'elles connaissaient de vue ou personnellement l'auteur (ou au moins un auteur s'ils étaient plusieurs). Enfin, 20 % des victimes déclarent que l'auteur (ou au moins un des auteurs) était mineur selon elles et 77 % que l'auteur (tous les auteurs) étai(en)t de sexe masculin.

Le plus souvent, les actes de menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences) sont commis par une seule personne (70 % en moyenne en 2015). Une fois sur deux, la victime connaissait de vue ou personnellement l'auteur ou au moins un des auteurs s'ils étaient plusieurs. Près d'une victime sur dix (8 %) déclare que l'agresseur est un conjoint, un ex-conjoint ou un membre du cercle familial¹ et une victime sur six (17 %) déclare qu'elle connaissait l'auteur (au moins un des auteurs) de vue ou personnellement dans le cadre du travail ou des études. En 2015, 77 % des victimes déclarent que le ou les auteurs étai(en)t exclusivement de sexe masculin et 14 % exclusivement de sexe féminin. Interrogées sur l'âge de leur(s) agresseur(s), 20 % des victimes pensent que l'auteur – ou au moins un des auteurs – était mineur, 77 % estiment au contraire que l'auteur – tous les auteurs – étai(en)t majeur(s). Les autres (4 %) ne peuvent pas ou ne souhaitent pas se prononcer sur l'âge de leur(s) agresseur(s).

¹ Cette personne n'habite pas avec la victime au moment de l'enquête car il s'agit ici des actes de menaces subis en dehors du ménage.

Déclaration à la police ou la gendarmerie



Champ : individus de 14 ans ou plus de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

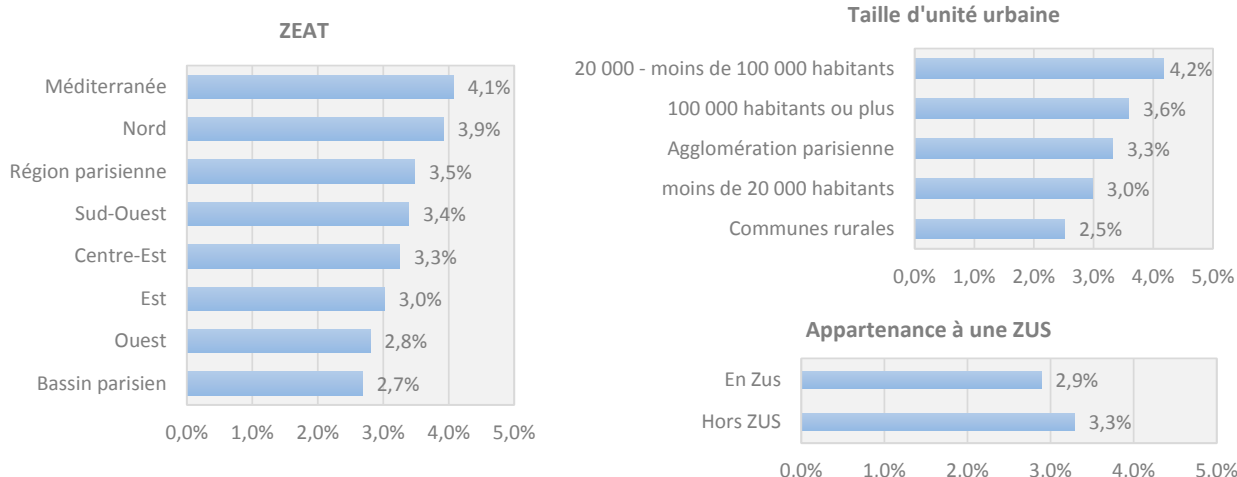
Lecture : en 2015, parmi les victimes de menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences), 81 % n'ont pas fait de déclaration à la police ou la gendarmerie, les autres se sont déplacées au commissariat de police ou à la gendarmerie : 8 % ont déposé plainte et 11 % ont déposé une main courante ou ont abandonné leur démarche de dépôt de plainte sur place.

En 2015, 81 % des victimes de menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences) n'ont fait aucune déclaration auprès de la police ou de la gendarmerie. Parmi les autres, 8 % ont déposé plainte et 11 % ont déposé une main courante ou renoncé à leur démarche au commissariat ou à la gendarmerie. Les menaces ne sont pas toutes pénalement caractérisées, ce qui explique en partie le faible taux de plainte observé.

Profil des victimes

En 2015, 3,3 % des personnes âgées de 14 ans ou plus déclarent avoir subi des menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences). Ce taux de victimation moyen présente des disparités géographiquement et selon les caractéristiques personnelles des victimes que l'enquête CVS permet de préciser.

Proportion de victimes de menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences) selon les caractéristiques du lieu de résidence



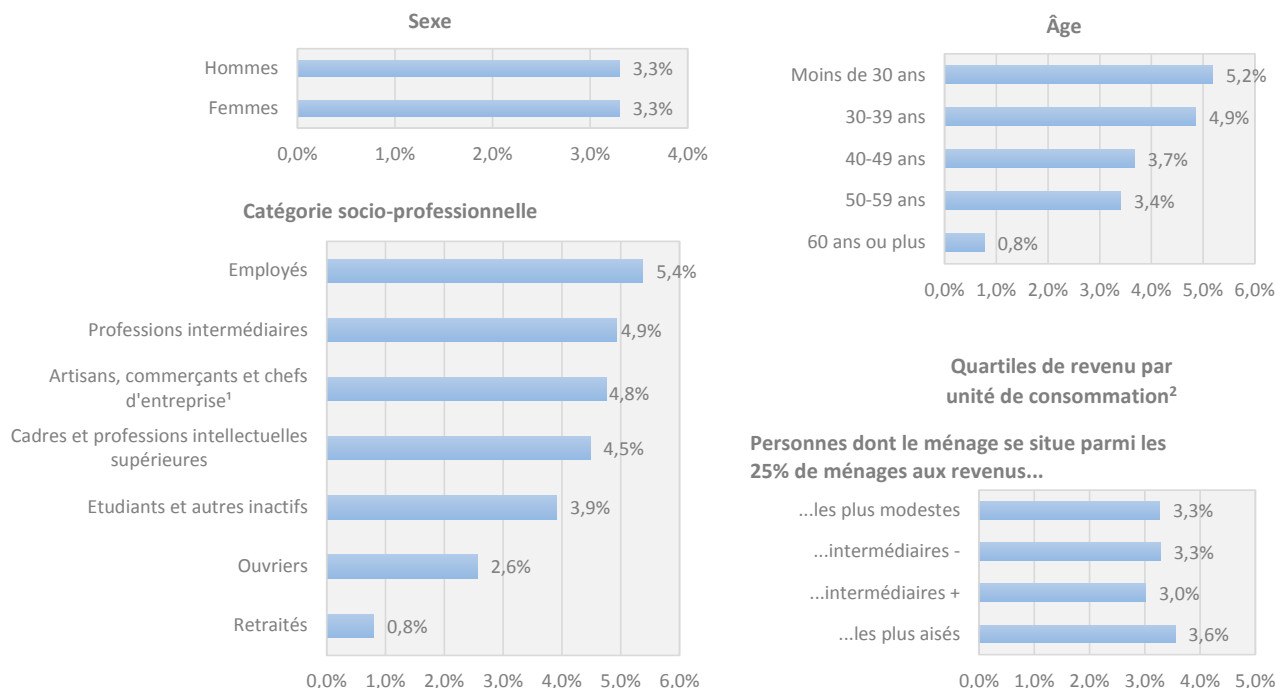
Champ : individus de 14 ans ou plus de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, 4,1 % des personnes de 14 ans ou plus résidant dans la Zeat Méditerranée ont subi des menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences).

La proportion de victimes de menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences) est supérieure à la moyenne dans la Zeat (cf. glossaire) Méditerranée (4,1 % en 2015) et dans la Zeat Nord (3,9 %). Il est a contrario plus faible dans la zone Ouest (2,8 %) et le Bassin parisien (2,7 %). Il est ailleurs, notamment en région parisienne, dans la moyenne. S'agissant de la taille d'agglomération, les agglomérations moyennes (de 20 000 à moins de 100 000 habitants) présentent le taux de victimation le plus élevé : en 2015, 4,2 % des personnes de 14 ans ou plus y déclarent avoir subi des menaces, contre 2,5 % dans les communes rurales. Enfin, la proportion de victimes est plus faible parmi les habitants des Zus (2,9 % contre 3,3 % en 2015).

Proportion de victimes de menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou violences) selon les caractéristiques personnelles



¹ Y compris agriculteurs exploitants.

² Il s'agit du revenu disponible du ménage (c'est-à-dire tous ses revenus, y compris les prestations sociales, nets des impôts directs) divisé par le nombre d'unités de consommation (uc). Le revenu par unité de consommation (aussi appelé « niveau de vie ») est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Les unités de consommation sont calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée qui attribue 1 uc au premier adulte du ménage, 0,5 uc aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 uc aux enfants de moins de 14 ans.

Champ : individus de 14 ans ou plus de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, 5,2 % des jeunes de 14 à 30 ans déclarent avoir subi des menaces (en dehors du ménage et hors des situations de vol ou de violences).

La prise en compte des caractéristiques personnelles des victimes fait apparaître certaines différences marquées. En matière de menaces, les seniors apparaissent particulièrement sous-exposés : en 2015, 0,8 % des personnes âgées de 60 ans ou plus déclarent avoir subi des menaces (en dehors du ménage et hors situations de vol ou de violences). Parmi les 40-59 ans, la proportion de victimes est proche de la moyenne (3,4 % pour les 50-59 ans et 3,7 % pour les 40-49 ans en 2015). Pour les personnes de moins de 40 ans, la proportion de victimes avoisine les 5 % (5,2 % pour les moins de 30 ans et 4,9 % pour les 30-39 ans. Ces écarts observés sur l'âge se retrouvent à travers la catégorie sociale. Seuls les retraités présentent un taux de victimation très inférieur à la moyenne (0,8 % en 2015) et les ouvriers dans une moindre mesure (2,6 %). Dans toutes les autres catégories sociales d'actifs, la proportion de victimes de menaces est supérieure ou égale à 4,5 %. Elle atteint 5,4 % parmi les employés, catégorie sociale qui comprend notamment les gardiens de la paix, les policiers municipaux, les gendarmes non gradés et de nombreux métiers d'accueil du public très exposés aux incivilités et incidents de ce type.

Interstats présente des données de référence, des analyses, des études et des séries de chiffres sur l'insécurité et la délinquance mises en ligne par le service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI).

Le SSMSI a été créé en 2014 au sein de l'administration du ministère de l'intérieur. Conformément au **décret n° 2014-1161 du 8 octobre 2014**, il est placé sous l'autorité fonctionnelle conjointe des directeurs généraux de la police nationale (DGPN) et de la gendarmerie nationale (DGGN) et rattaché organiquement à la direction centrale de la police judiciaire de la DGPN.

Ses missions sont :

- l'assistance aux administrations de la police et de la gendarmerie dans l'accomplissement de leurs missions, par un éclairage statistique sur la délinquance, son contexte et l'impact des politiques publiques. Ceci se traduit par la production de notes d'analyses, d'indicateurs statistiques et de tableaux de bord à destination des cabinets, des directions centrales et des services locaux de ces deux administrations, ainsi que du cabinet du ministre ;
- la mise à disposition du grand public de données statistiques et d'analyses sur la sécurité intérieure et la délinquance, dans le respect des règles techniques et déontologiques de fiabilité et de neutralité de la statistique publique. Suite à son **audition par l'Autorité de la statistique publique en juin 2014**, le service a été officiellement reconnu comme membre du système statistique national, au sens de la loi de 1951, par un **arrêté du 9 décembre 2014**, au côté de l'Insee et des 16 autres services statistiques ministériels. L'espace internet Interstats est le vecteur principal de diffusion de ces informations. Le chef du service est le seul responsable, technique et éditorial, des informations et des données qui y sont publiées, ainsi que de leurs dates de publication, conformément aux prescriptions du **code des bonnes pratiques de la statistique européenne**.

Dirigé par un inspecteur général de l'Insee, le service est composé de 18 agents (8 statisticiens des corps de l'Insee, 2 policiers, 2 gendarmes et 6 membres des corps administratifs et techniques du ministère de l'intérieur).



SSMSI : place Beauvau 75008 Paris

Directeur de la publication : François Clanché

Rédacteur en chef : Laure Turner

Auteur : Hélène Guedj

Conception graphique : Marc Grenon-Mur

Visitez notre site internet

www.interieur.gouv.fr/Interstats

Suivez-nous sur Twitter [@Interieur_stats](https://twitter.com/Interieur_stats)